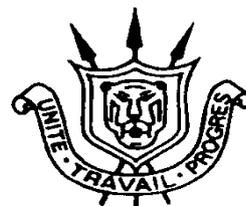


RAPPORT ANNUEL 2010
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
DE LA PROVINCE DE KIRUNDO
VERSION PROVISOIRE 12 MARS 2010



CTB BURUNDI



AGENCE BELGE DE DÉVELOPPEMENT
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET D'ÉLEVAGE

Table des matières

1	Fiche projet	4
2	situation ACTUELLE EN BREF	5
3	Bilan de la planification des activités	7
	3.1 <i>Aperçu des activités</i>	7
	3.2 <i>Analyse de la planification des activités</i>	10
4	Bilan des finances	11
	4.1 <i>Aperçu des dépenses par rapport au planning financier</i>	11
	4.2 <i>Analyse du planning financier</i>	13
5	Suivi des indicateurs	14
	5.1 <i>Objectif spécifique</i>	14
	5.2 <i>Résultats</i>	14
	5.3 <i>Évolution des indicateurs (graphique)</i>	16
6	Appréciation des critères de suivi	17
	6.1 <i>Efficienc</i> e.....	17
	6.2 <i>Efficacit</i> é	17
	6.3 <i>Durabilit</i> é.....	17
7	Mesures et recommandations	18
	7.1 <i>Synthèse des critères d'appréciation</i>	18
	7.2 <i>Recommandations</i>	19
8	NouveAU planNING (année 2010)	20
	8.1 <i>Planning des activités de l'année 2010</i>	20
	8.2 <i>Planning financier de l'année 2010</i>	21
9	Conclusions	23
	9.1 <i>Activités et Finances</i>	23
	9.2 <i>Critères de suivi</i>	23
	9.2.1 <i>Efficienc</i> e	23
	9.2.2 <i>Efficacit</i> é	23
	9.2.3 <i>Durabilit</i> é	23
	9.3 <i>Avis de la SMCL sur les recommandations</i>	23
	9.3.1 <i>Recommandations relatives au planning des activités</i>	23
	9.3.2 <i>Recommandations relatives au planning financier</i>	23
	9.3.3 <i>Recommandations relatives au Cadre logique</i>	23
	9.3.4 <i>Autres recommandations</i>	23

10 Annexes	24
<i>10.1 Check-list Efficience</i>	<i>24</i>
<i>10.2 Check-list Efficacité.....</i>	<i>24</i>
<i>10.3 Check-list Durabilité.....</i>	<i>24</i>
<i>10.4 Cadre logique.....</i>	<i>25</i>
<i>10.5 Aperçu des marchés publics.....</i>	<i>28</i>

1 FICHE PROJET

Dénomination	Projet d'Appui au Développement Agricole de la Province de Kirundo (PADAP – Kirundo) BDI-06-031-11
Financement	- République du Burundi - Royaume de Belgique
Exécution	Agence Belge de Développement (CTB) en cogestion
Institution Partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
Localisation du Projet	Province de Kirundo (BURUNDI)
Démarrage du Projet	Octobre 2008
Durée prévue	3 ans
Budget	Contribution Belge : 3.500.000 € Contribution Burundais : 225.000 €

L'intervention vise la relance de la DPAE-Kirundo dans le cadre élargi d'actions de développement agricole, sylvicole, zootechnique, halieutique avec la population de cette province.

L'Objectif Global du PADAP-Kirundo est: La pauvreté dans la Province de Kirundo est réduite et les conditions de vie des populations y sont améliorées.

L'Objectif Spécifique du PADAP-Kirundo est: Les productions agricoles sylvicoles zootechniques et halieutiques sont augmentées, améliorées et mieux valorisées dans la Province de Kirundo.

2 SITUATION ACTUELLE EN BREF

Situation climatique

La pluviométrie relative à la saison de (2009 – 2010) a été bonne, malgré une arrivée tardive (les pluies utiles sont apparues à partir de novembre, soit avec un mois de retard), sauf dans la commune de Bugabira et partie de la commune de Busoni où la sécheresse a dominé. Sans être trop optimiste, on peut donc s'attendre à une récolte moyenne à bonne sur l'ensemble de la province si les pluies tombent encore jusqu'à fin décembre.

Dans les marais, comme les cultures n'ont pas été inondées, on peut donc s'attendre à une bonne production.

Situation des grands investissements

Les infrastructures routières ont été sensiblement améliorées durant cette année, en effet, l'axe goudronné Kirundo – Gasenyi (frontière du Rwanda) a été réceptionné au courant du troisième trimestre, plus de 100 kms de piste en latérite ont été réhabilités principalement pour relier les communes à Kirundo et aux routes goudronnées. La province devrait profiter de ce nouvel axe qui améliorera les conditions de marchés.

Situation énergétique et hydraulique

Le dernier trimestre 2009 a vu des perturbations importantes en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et électricité du chef lieu de la province ; sans amélioration, cette situation pourrait constituer un frein important dans le cadre de la conservation et la transformation des productions locales.

Situation socio-économique

- Mosaique sévère du manioc. Des efforts importants sont faits pour multiplier rapidement par bouturage des variétés résistantes à cette maladie, mais la plus grande partie des ménages ne disposent pas encore de ce matériel et utilisent des outils infectés qui causent la verspreiding de virus ;
- Manque de semences ou de matériel végétal de qualité ainsi que d'autres intrants agricoles comme les pesticides ou les engrais minéraux qui permettraient une meilleure maîtrise de la production, qui si ils sont disponibles coûtent si chers qu'ils restent inaccessibles aux petits producteurs ;
- Pratiques agricoles souvent archaïques qui ne permettent pas l'adaptation aux récents aléas naturels (climat changeant, maladies,..) ;
- Si les mécanismes d'adaptation développés par les ménages ont permis leur survie pendant les crises alimentaires aiguës, certaines d'entre elles ont causés des effets pervers notamment :
 - ⇒ L'exploitation anarchique des berges des lacs du nord ;
 - ⇒ L'exploitation illicite des réserves naturelles (coupe et vente de bois au Rwanda voisin comme moyen de survie pour certains ménages) et destruction de l'environnement par la déforestation et de nombreux feux de brousse ;
 - ⇒ La province contient un grand nombre de ménages vulnérables disposant de moins de 0,2 ha avec comme conséquence la vente des récoltes sur pied et emprunts d'argent à des taux exorbitants provoquant la migration prolongée de populations en recherche de travail surtout au Rwanda, touchant souvent les personnes les plus actives des ménages ;

⇒ Le recours à l'assistance de secours sans accompagnement pour assurer le relèvement des communautés.

Le manque de diversification des sources de revenus et des différentes stratégies adoptées pour faire face à l'insécurité alimentaire fait sombrer la population croissante dans une paupérisation progressive caractérisée par la diminution du pouvoir d'achat et l'accès limité au marché. La rémunération journalière de la main d'œuvre équivaut à un kilogramme de manioc. Le cercle vicieux d'endettement et de décapitalisation se poursuit inexorablement.

3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITÉS

3.1 Aperçu des activités

BDI0603111 - Chronogramme + planification financière		Année 1 - programmées				Réalisées
		Q1	Q2	Q3	Q4	
Composante 1 : Renforcement des services de la DPAE au monde agricole et synergies des acteurs						
Résultat 1.1. : La DPAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes						
A.1.1.1.	Renforcer des capacités de management, de planifications, de programmation, de suivi évaluation			X	X	
	Formations			X	X	Formation du DPAE et du DI en gestion RH à Congo ; Évaluation des cadres en informatique réalisée
	visites d'échange			X	X	Une visite au Rwanda réalisée
A.1.1.2.	Renforcer les capacités de contrôle et de suivi sanitaire				X	
	mission d'expertise externe initiale				X	Activité reportée en 2010
A.1.1.3.	Accompagner le transfert des fonctions productives vers le secteur privé			X	X	
	Réhabilitation des 7 centres vétérinaires					dao Marché lancé
	Formation des agents de la DPAE et des OP			X	X	
A.1.1.4.	Équiper la DPAE	X		X	X	La DPAE est équipée en voitures, motos et équipements du bureau ; les locaux ont été réhabilités ; la réhabilitation des maisons est en cours
Résultat 1.2. : La DPAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne						
A.1.2.1.	Mener des actions de recherche-action-formation avec des groupes pilotes			X	X	Pas réalisée
	contrat ISABU			X		
	Fonds d'équipement			X		
	Formation			X	X	

A.1.2.2.	former et accompagner les agents de vulgarisation sur les plans technique et méthodologique	Pas d'activités prévues				
Résultat 1.3. : Des synergies dans le secteur agricole de la province sont établies						
A.1.3.1.	Renforcer le rôle de la DPAE comme coordinateur et animateur des interventions dans la Province	X	X	X	X	Pas réalisée
Résultat 1.4. : Les expériences locales sont valorisées au niveau national						
A.1.4.1.	Évaluation et valorisation des expériences au niveau national	Pas d'activités prévues				
Composante: 2 : Renforcement des services aux acteurs privés agricoles						
Résultat 2.1. : Les OP sont professionnalisées						
A.2.1.1.	Diagnostic initial et suivi évaluation des OP de la Province	X				
	Élaborer une typologie des OP	X				
A.2.1.2.	Appuyer les OP existantes et émergentes dans leur organisation, la réalisation et l'évaluation de leurs activités	X	X	X	X	
	Former les cadres et les élus des OP			X		
	Cadrage méthodologique/ expertise externe		dao	X		Pas réalisée
	Informier (Atelier)	X	X	X	X	
A.2.1.3.	Favoriser la concertation entre les OP et favoriser l'émergence d'un mouvement paysan Provincial	Pas d'activités prévues				
Résultat 2.2. : Les services d'appui aux OP et aux autres acteurs privés sont développés						
A.2.2.1.	Diagnostic de l'offre et la demande de services	X				
	Joindre l'offre et la demande de services	X				
A.2.2.2.	Installer le Centre d'Appui aux Initiatives et ses relais communaux	X	X	X		Le CAI a été équipé ; une modalité de gestion est encore manquante, alors l'édifice a été abandonné
A.2.2.3.	Le CAI fourni des services aux bénéficiaires	X	X	X	X	
	Sensibiliser les populations sur l'existence du CAI et ses services (ateliers)		X			
A.2.2.4	Amorcer l'institutionnalisation du CAI	Pas d'activités prévues				
Résultat 2.3. : Le financement du secteur agricole est amélioré						
A.2.3.1.	Dresser un diagnostic de la micro-finance dans la Province de Kirundo				X	Pas réalisée

A.2.3.2.	Renforcer les services financiers	Pas d'activités prévues				
Composante 3 : Sécurisation, développement et valorisation des productions ASZH						
Résultat 3.1. : Des filières prioritaires sont renforcées						
A.3.1.1.	Valider, prioriser, capitaliser et diffuser les actions pilotes			X		
	Valider et prioriser les actions pilotes	dao	X		Des études sur pisciculture et riz ont été réalisées, mais la qualité n'est pas convainquant	
A.3.1.2.	Activité pilote lait : formation, crédit et amélioration génétique			X	Pas réalisée	
A.3.1.3.	Activité pilote pêche: formation, crédit et débarcadères			X	X	Pas réalisée
A.3.1.4.	Activité pilote riz : aires de séchage et décortiqueuses				X	Pas réalisée
A.3.1.5.	Activité pilote pisciculture : dao, formation et infrastructures		X		X	Pas réalisée
A.3.1.6	Activité pilote conservation / stockage : dao et formations				X	Pas réalisée
A.3.1.7	Autres actions d'appui aux filières porteuses	Pas d'activités prévues				
Résultat 3.2. : La structuration des filières est engagée						
A.3.2.1.	Favoriser la concertation entre acteurs des filières	Pas d'activités prévues				

3.2 Analyse de la planification des activités

L'analyse de la planification mène aux observations suivantes :

1. Les investissements facilitant l'installation du PADAP ont été exécutés : l'acquisition des véhicules, des équipements, la réhabilitation des bureaux etc. ;
2. Des DAO prévus (une dizaine) une grande partie n'était pas réalisée ;
3. A cause de maigre niveau des études de faisabilité réalisées, la situation des investissements prévus ne s'est pas éclaircie, aboutissant à la non réalisation des investissements ;
4. Bien que des enquêtes sur les OP et le secteur privé se sont réalisées, pas toutes les analyses sont tenues à la fin ;
5. Le manque des résultats palpables est causé en grande partie par un manque d'une stratégie appropriée ; aussi l'intégration du PADAP dans la DPAE laisse à améliorer ;

En résumé, la période en question peut être considérée plutôt comme une période d'installation ce qui signifie une perte de temps, mais auquel a contribué gravement des perturbations en personnel au sein du PADAP.

4 BILAN DES FINANCES

4.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

Project Title : Appui au développement agricole de la Province de Kirundo

Budget Version: **F01**

Currency : EUR

YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

Year to month : 31/12/2009

Budget vs Actuals (Year to Month) of BDI0603111

Status	Fin Mode	Amount	Start to 2008	Expenses 2009	Total	Balance	% Exec
A RENFORCEMENT DES SERVICES DE LA DPAE AU MONDE		845.500,00	0,00	160.618,98	160.618,98	684.881,02	19%
01 Renforcement de la DPAE dans ses fonctions		568.500,00	0,00	160.618,98	160.618,98	407.881,02	28%
01 Renforcement des capacités de management, de ...	COGES	46.000,00	0,00	5.439,47	5.439,47	40.560,53	12%
02 Renforcement des capacités de contrôle (qualité, ...	COGES	55.000,00	0,00	109,02	109,02	54.890,98	0%
03 Accompagnement du transfert de fonctions productives	COGES	245.000,00	0,00	86,44	86,44	244.913,56	0%
04 Équipement de la DPAE	COGES	222.500,00	0,00	154.984,05	154.984,05	67.515,95	70%
02 Renforcement de la DPAE dans ses fonctions d'appui à ...		255.000,00	0,00	0,00	0,00	255.000,00	0%
01 Mener des actions de recherche-action-formation avec des ...	COGES	180.000,00	0,00	0,00	0,00	180.000,00	0%
02 Formation et accompagnement des agents de la ...	COGES	75.000,00	0,00	0,00	0,00	75.000,00	0%
03 Établissement des synergies dans le secteur agricole de .		6.000,00	0,00	0,00	0,00	6.000,00	0%
01 Renforcement du rôle de la DPAE comme coordinateur et ...	COGES	6.000,00	0,00	0,00	0,00	6.000,00	0%
04 Renforcement des expériences locales au niveau national		16.000,00	0,00	0,00	0,00	16.000,00	0%
01 Évaluation et valorisation des expériences au niveau	COGES	16.000,00	0,00	0,00	0,00	16.000,00	0%
B RENFORCEMENT DES SERVICES AUX ACTEURS PRIVÉS		607.500,00	2.103,32	70.170,79	72.274,11	535.225,89	12%
01 Professionnalisation des OP		158.000,00	0,00	4.824,70	4.824,70	153.175,30	3%
01 Diagnostic initial et suivi-évaluation des OP de la province	COGES	3.000,00	0,00	145,14	145,14	2.854,86	5%
02 Appui des OP existantes et émergentes dans leur	COGES	140.000,00	0,00	4.679,56	4.679,56	135.320,44	3%
03 Favorisation de la concertation en les OP et de	COGES	15.000,00	0,00	0,00	0,00	15.000,00	0%
02 Développement des services d'appui aux OP et aux ...		229.500,00	2.103,32	65.346,09	67.449,41	162.050,59	29%
01 Établissement d'un inventaire des acteurs privés de la ...	COGES	3.000,00	0,00	1.774,12	1.774,12	1.225,88	59%
02 Installation du Centre d'Appui aux Initiatives et ses relais	COGES	60.500,00	944,72	54.840,67	55.785,39	4.714,61	92%
03 Le CAI fourni des services aux bénéficiaires	COGES	159.000,00	1.158,60	8.731,30	9.889,90	149.110,10	6%
04 Amorçage de l'institutionnalisation du CAI en concertation ...	COGES	7.000,00	0,00	0,00		7.000,00	0%
03 Amélioration du financement du secteur agricole		220.000,00	0,00	0,00	0,00	220.000,00	0%
01 Établissement d'un diagnostic de la micro-finance de la ...	COGES	20.000,000	0,00	0,00	0,00	20.000,000	0%
02 Renforcement des services financiers aux agriculteurs	COGES	200.000,00	0,00	0,00	0,00	200.000,00	0%
C SÉCURISATION, DÉVELOPPEMENT ET VALORISATION DES ...		573.000,00	0,00	12.472,87	12.472,87	560.527,13	2%
01 Renforcement des filières prioritaires		553.000,00	0,00	12.472,87	12.472,87	540.527,13	2%
01 Validation, priorisation, suivi-évaluation, capitalisation et ...	COGES	21.000,00	0,00	3.383,88	3.383,88	17.616,12	16%

02 Action pilote lait	COGES	41.000,00	0,00	0,00	0,00	41.000,00	0%
03 Action pilote pêche	COGES	42.000,00	0,00	3.549,97	3.549,97	38.450,03	8%
04 Action pilote riz	COGES	78.000,00	0,00	5.539,02	5.539,02	72.460,98	7%
05 Action pilote pisciculture	COGES	71.000,00	0,00	0,00	0,00	71.000,00	0%
06 Action pilote conservation / stockage	COGES	110.000,00	0,00	0,00	0,00	110.000,00	0%
07 Autres activités d'appui aux filières porteuses	COGES	190.000,00	0,00	0,00	0,00	190.000,00	0%
02 Engagement dans la structuration des filières		20.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	0%
01 Favorisation de la concertation des acteurs des filières	COGES	20.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	0%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE		45.800,000	0,00	0,00	0,00	45.800,000	0%
01 Réserve budgétaire		45.800,00	0,00	0,00	0,00	45.800,00	0%
01 Réserve budgétaire	COGES	40.800,00	0,00	0,00	0,00	40.800,00	0%
02 Réserve budgétaire	RÉGIE	5.000,00	0,00	0,00	0,00	5.000,00	0%
Y BUDGET TEMP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Budget Temp Excel Digestor		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 BudLine in COGES	COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 BudLine in RÉGIE	RÉGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
Z MOYENS GÉNÉRAUX		1.428.200,00	136.669,91	351.607,23	488.277,14	939.922,86	34%
01 Frais de personnel		1.082.800,00	82.833,84	263.186,06	346.019,90	736.780,10	32%
01 Assistant technique	RÉGIE	900.000,00	81.536,87	227.148,25	308.685,12	591.314,88	34%
02 Staff national	COGES	182.800,00	1.296,97	39.923,70	41.220,67	141.579,33	23%
03 Volontaire SVCD	RÉGIE	0,00	0,00	3.885,89	3.885,89	-3.885,89	?%
02 Investissements		78.500,00	48.266,89	27.174,74	75.441,63	3.058,37	96%
01 Véhicules	COGES	5.130,02	5.050,02	97,78	5.147,80	-17,78	100%
02 Fournitures et équipement bureau	COGES	5.000,00	448,60	3.547,17	3.995,77	1.004,23	80%
03 Équipement IT	COGES	23.500,00	418,01	17.426,52	17.844,53	5.655,47	76%
04 Véhicules	RÉGIE	44.869,98	42.350,26	6.103,27	48.453,53	-3.583,55	108%
03 Frais de fonctionnement		186.900,00	5.569,18	61.246,43	66.815,61	120.084,39	36%
01 Loyer du bureau UGP	COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
02 Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	144.000,00	1.767,78	33.766,81	35.534,59	108.465,41	25%
03 Communications	COGES	18.000,00	1.103,77	2.278,34	3.382,11	14.617,89	19%
04 Fournitures de bureau	COGES	7.200,00	463,11	3.166,14	3.629,25	3.570,75	50%
05 Autres frais de fonctionnement	COGES	17.700,00	2.234,52	7.125,43	9.359,95	8.340,05	53%
06 TVA prise en compte	COGES	0,00	0,00	14.909,71	14.909,71	-14.909,71	?%
07 TVA prise en compte	RÉGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
04 Audit et Suivi et Évaluation		80.000,00	0,00	0,00	0,00	80.000,00	0%
01 Évaluation à mi parcours	RÉGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
02 Évaluation finale	RÉGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
03 Audit	RÉGIE	20.000,00	0,00	0,00	0,00	20.000,00	0%
	RÉGIE	1.029.869,98	123.887,13	229.365,63	353.252,76	676.617,22	34%
	COGES	2.470.130,02	14.886,10	365.504,24	380.390,34	2.089.739,68	15%
	TOTAL	3.500.000,00	138.773,23	594.869,87	733.643,10	2.766.356,90	21%

4.2 Analyse du planning financier

L'analyse du planning financier montre que les dépenses prévues suivantes ont été réalisées :

1. Au niveau des moyens généraux (Z) les dépenses faites reflète la période dépassée : 34% : ceci malgré l'absence d'un AT international pendant quelques mois, mais grâce aux investissements réalisés ; les frais de fonctionnement sont légèrement hauts ;
2. Au niveau de renforcement de la DPAE (A), les dépenses réalisées sont surtout d'équiper le service et de réhabiliter ses bureaux ; des renforcements n'ont pas été réalisés, à l'exception d'un voyage d'échange au Rwanda ;
3. Au niveau de renforcement des OP et du secteur privé (B) le niveau de dépenses est aussi bas ; seulement la sensibilisation et les enquêtes ont été réalisées comme activité en 2009 ;
4. L'appui aux filières (C) n'a concerné que deux études de faisabilité (de basse qualité).

En résumé, la période en question peut être considérée comme une période d'installation : les dépenses pour ces investissements d'installation et pour le fonctionnement ont été réalisées.

5 SUIVI DES INDICATEURS

5.1 Objectif spécifique

- Les productions ASZH sont augmentées de 10% :	- Le PADAP n'a commencé réellement ces activités qu'en 2010.
- La transformation et la commercialisation maîtrisées des produits agricoles a augmenté de 10% :	- aucune activité dans ce domaine.

5.2 Résultats

Résultat 1 : Les services de la DPAE au monde agricole et les synergies entre acteurs sont améliorés	
<i>Résultat 1.1: La DPAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes</i>	
- Plan de travail annuel de la DPAE :	- non
- Nombre de réunions régulières des agents de la DPAE :	- un par mois
- Adéquation des profils et des fonctions des agents de la DPAE :	- oui
- Existence d'un système de suivi-évaluation du secteur agricole de la Province :	- pas explicitement
- Nombre de cas de maladies détectées :	- environ 80 cas élevage, 20 cas végétaux
- Nombre de centres semenciers effectivement transférés aux OP :	- 0
<i>Résultat 1.2: La DPAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne</i>	
- Nombre de messages de vulgarisation diffusés :	- 0
- Nombre de formations des agents :	- une visite d'échange au Rwanda
- Nombre d'innovations techniques testées et adoptées par les paysans :	- 0
<i>Résultat 1.3: Des synergies dans le secteur agricole de la Province sont établies</i>	
- Nombre d'activités menées en collaboration :	- 0
- Nombre et périodicité des réunions des acteurs du secteur :	- pas spécifiquement dans le cadre du secteur
- Un plan annuel concerté de développement agricole provincial existe :	- en brouillon
<i>Résultat 1.4: Les expériences locales sont valorisées au niveau national</i>	
- Nombre de leçons provinciales valorisées au niveau national :	- 0

Résultat 2 : Les services aux acteurs privés agricoles sont renforcés	
<i>Résultat 2.1: Les OP sont professionnalisées</i>	
- Nombre et type d'OP actives dans la Province :	- 1980 OP fonctionnelles ; principalement 2 types : limitée à une filière ou à une large spectre d'activités
- Nombre de membres dans ces OP : 1	- a moyenne est autour de 30 (une variation de 10 à 500 membres !)
- Chiffre d'affaire des OP appuyées :	- inconnue
<i>Résultat 2.2 : Les services d'appui aux OP et aux autres acteurs sont développés</i>	
- Nombre et nature des services fournis par le CAI :	- 0
- Niveau de satisfaction des OP vis à vis du CAI :	- NA
- Nombre d'OP actives dans le CAI :	- 14
<i>Résultat 2.3. : Le financement du secteur agricole est amélioré</i>	
- % des paysans parmi les bénéficiaires de services financiers :	- 5% (données UCODE)
- % de paysans ayant accès à des services financiers :	- inconnu (pas de contrat entre PADAP et IMF)
- Nombre d'outils de financement testés :	- 0
Résultat 3 : Les productions ASZH sont sécurisées, développées et valorisées	
<i>Résultat 3.1. : Des filières prioritaires sont renforcées</i>	
- Pour la filière lait : nombre d'OP, nombre de paysans, nombre d'infrastructures et quantité de lait commercialisé / transformé :	- NA
- Pour le poisson : nombre d'OP, nombre de paysans, nombre d'infrastructures et quantité de poisson commercialisé / transformé :	- NA
- Pour le riz : nombre d'OP, nombre de paysans, nombre d'infrastructures et quantité de riz commercialisé / transformé :	- NA
- Pour le stockage : Nombre de centre de stockage créés, quantité stockée :	- NA
<i>Résultat 3.2. : La structuration des filières est engagée</i>	
- Nombre de filières ayant mis en place des structures de concertations :	- 2 (pêche et apiculture)
- Nombre de réunions de concertation :	- 2

5.3 Évolution des indicateurs (graphique)

On ne peut pas pour le moment parler d'une évolution des indicateurs (Cf le rapport annuel 2008).

6 APPRÉCIATION DES CRITÈRES DE SUIVI

Comme c'était déjà annoncé, le projet a fait peu des réalisations, ce qui rend difficile d'analyser les critères de suivi ci-dessus évoqués.

6.1 Efficience

L'efficience n'était pas toujours au cœur du projet. Des doubles achats, du personnel surchargé d'un côté et sous-employé de l'autre côté sont des exemples.

Ainsi, parfois des réhabilitations ont été réalisées sans que des qualités ont répondu aux normes (de durabilité), peut-être avec un désir de rester dans le budget alloué.

Par ailleurs, l'acquisition des équipements est resté dans les limites budgétaires avec une qualité assurée.

6.2 Efficacité

Compte tenu du fait que peu d'activités ont été entamées il n'est pas possible de tirer une conclusion sur l'efficacité des activités, sinon qu'un an d'efforts n'a pas été efficace par manque des résultats.

6.3 Durabilité

De même absence de résultats ressort qu'on ne peut parler de la durabilité non plus.

L'intégration du PADAP à la DPAE et l'implication de la DPAE dans les activités du PADAP manquent ce qui est un signe d'absence de durabilité des interventions du projet.

De même, le manque d'implication des OP dans la gestion du CAI ne contribue pas à la durabilité de cette branche d'activités.

7 MESURES ET RECOMMANDATIONS

7.1 Synthèse des critères d'appréciation

Recommandations de la dernière session de la SMCL:

1. Faire un diagnostic rapide pour déterminer les filières porteuses en termes de prévisions commerciales.

Un diagnostic a été réalisé pour que les OP s'expriment sur les filières prioritaires. Ces filières sont:

Ressources halieutiques	Agriculture	Elevage	Environnement
Pêche	Amidon	Bétail/Viande	Fruitiers
Pisciculture	Haricots	Lait	Bois/énergie
	Céréales	Fumier	

2. Le PADAP doit soutenir la DPAE pour chercher des synergies des différents intervenants pour les intégrer dans son plan d'action.

Pas des activités.

3. Considérer une liaison avec la micro-finance pour la fourniture de semences, ce qui présente une solution plus durable.

Pas des activités.

4. La réalisation des analyses et études prévues dans les mois à venir constituent des démarches indispensables afin de prendre des décisions opérationnelles bien fondées et réfléchies.

Deux études ont été réalisées : sur la filière riz et sur la filière pêche / pisciculture. Pour l'étude sur la filière lait, le PADAP n'a reçu qu'une offre. Il faut noter que les deux études exécutées n'ont pas le niveau requis.

5. La DPAE et le PADAP vont évaluer une structure opérationnelle mise en place au niveau de la province : son rôle, sa manière de fonctionner, comment la renforcer.
???

6. La SMCL attend une proposition équilibrée et cohérente sur la question des primes de la part de la DPAE, la Direction du projet pourra ensuite l'étudier et approfondir sa faisabilité.

Une proposition basée sur l'évaluation obligatoire annuelle de personnel est en cours d'élaboration.

7.2 Recommandations

- Besoin d'appui du siège autre que contrôle/supervision : plus d'information sur Burundi en général (CSLP etc.), en ce qui concerne l'agriculture en particulier (MINAGRIE, MEFU ????) et les activités des autres bailleurs) et aussi des séances d'échanges sur des thèmes et intérêts mutuelles des projets agro/développement rural de la CTB;
- Personnel1 : Licencier le planton du CAI pour de saisons économiques : comme le cadre du CAI a été démenagé dans les locaux de la DPAAE qui emploie déjà trois planton et le contrat de location de l'ancienne maison qui a servi de CAI a été résilié, le planton du CAI deviendra chomé ;
- Personnel2 : besoin de plus de possibilités ppour former le personnel d'appui (pas assez de temps pour le faire sur le tas) ; on a rejoint les deux équipes physiquement pour plus d'efficacité et efficience, ce qui a facilité une nouvelle répartition des tâches : le travail du comptable a été allégé en transférant les tâches logistiques à une des secrétaires : le personnel d'appui de l'UGT est composé d'une secrétaire, une logisticienne, un comptable et quatre chauffeurs ;
- Les marchés public : Dans les DAO des travaux il faut veiller à la prise en compte des aspects socio-environnementaux et non seulement l'aspect de l'ingénierie ; il existe un besoin réel d'avoir de meilleurs contacts et de suivi à la DNCMP ;
- Obtenir (construire/réhabiliter ??) un Centre CAI dans le vrai sens : accueillant avec d'espace pour des rencontres formelles et informelles, coins pour échanger/obtenir des informations sur les marchés d'achat et de vente, endroits pour des expositions, boutique pour la vente des produits locaux, etc ; et dirigé par les OP eux-mêmes ;

R	31	Les filières prioritaires sont renforcées																			
A	31	1	Etudes de faisabilités rapides																		
A	31	2	Fromagerie																		
			Formations lait																		
A	31	3	Débarcadères																		
			Fumoirs																		
			Formations pêche																		
A	31	4	Aires de séchage et hangars riz																		
			Décortiqueuses																		
			Mission d'étude de la gestion des marais																		
			Formations riz																		
A	31	5	Diagnostic / enquêtes pisciculture																		
			Réhabilitation et investissements pisciculture																		
A	31	6	Hangars de stockage																		
			Formations stockage																		
A	31	7	Investissements filières porteuses																		
			Lignes de crédit																		
			Expertise externe																		
A	32	1	Concertation des acteurs filières																		

8.2 Planning financier de l'année 2010

Cf Pages suivants (21 & 22)

9 CONCLUSIONS

9.1 Activités et Finances

Peu des activités ont été réalisées, avec comme conséquence que les dépenses sont restées à un niveau assez bas. Le renforcement de la DPAAE est réalisé par des investissements et connaît un taux d'exécution financière de 19% ; le renforcement du monde rural a été marqué par quelques enquêtes et études et surtout la mise en place d'un bureau pour les cadres du CAI, donnant un taux de dépenses de 12%, alors l'appui aux filières n'a pas démarré (dépenses de 2% du budget).

9.2 Critères de suivi

9.2.1 Efficience

L'efficience va s'améliorer par la cohabitation des différentes composantes du PADAP, surtout quand le nouvel AT pour le CAI arrive.

9.2.2 Efficacité

A ce niveau s'ajoute que le PADAP développera au premier trimestre 2010 une stratégie opérationnelle d'intervention, ce qui contribuera à une amélioration nette de l'efficacité.

9.2.3 Durabilité

Idem.

9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations

9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

9.3.2 Recommandations relatives au planning financier

9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique

9.3.4 Autres recommandations

10 ANNEXES

10.1 Check-list Efficience

- L'efficience mesure le lien entre les activités, les ressources disponibles et les résultats escomptés (outputs). Cette mesure doit être quantitative et qualitative ; elle doit également tenir compte du respect du calendrier.
- L'analyse de l'efficience aura pour objectif d'examiner :
 - ⇒ La qualité de la gestion quotidienne
 - a) planification et mise en œuvre des travaux, gestion du budget (budget insuffisant, mauvaise allocation budgétaire...)
 - b) la gestion du personnel, de l'info
 - c) la gestion des risques (souplesse face à des situations)
 - d) relation / coordination avec les autorités, les bénéficiaires, les autres intervenants, les bailleurs...
 - e) la qualité de gestion de l'info, de l'élaboration des rapports.
 - ⇒ Le respect des échéances
 - ⇒ Les coûts du projet étaient-ils justifiés
 - ⇒ La contribution des institutions locales (ressources dans le cadre logique, exonérations, bureaux d'expertise a-t-elle été fournie comme prévu ?
 - ⇒ L'assistance technique a-t-elle fourni des solutions et produit des résultats ?
 - ⇒ Quelle a été la qualité du SE ?
 - ⇒ Y-a-t-il des résultats non prévus ?

10.2 Check-list Efficacité

L'efficacité mesure à quel point le PADAP est capable d'obtenir les résultats escomptés et d'atteindre les objectifs spécifiques.

- L'analyse de l'efficacité consiste donc à examiner :
 - ⇒ Si les avantages prévus ont bien été générés et reçus par toutes les parties prenantes y compris les femmes et les + vulnérables ;
 - ⇒ Si les bénéficiaires prévus ont participé à l'action ;
 - ⇒ Si les hypothèses et les risques ont été estimés à leur juste valeur (imprévus ? facteurs externes ?) ;
 - ⇒ Si les résultats imprévus ont affecté les retombées ;
- Si des défaillances sont intervenues et pourquoi ?

10.3 Check-list Durabilité

- Interaction entre PADAP et DPAE ;
- Encadrement des producteurs ;
- Implication des services autres que de la DPAE (environnement etc.)
- Encadrement du secteur privé ;
- Recentrage de la DPAE ;
- Coordination des interventions dans la province par la DPAE ;

10.4 Cadre logique

PADAP

Objectif global	Indicateurs	Moyens de vérification	Risques et hypothèses
<p>La pauvreté dans la Province de Kirundo est réduite et les conditions de vie des populations y sont améliorées.</p>			<ul style="list-style-type: none"> - Les producteurs maîtrisent mieux le marché et la valeur ajoutée qu'ils produisent. - La stabilité politique et économique encouragent les investissements dans le capital humain (éducation, santé, logement, nutrition). - Des actions ciblées sur les populations les plus vulnérables sont maintenues (de façon cohérente et concertée) par les autres intervenants.

Objectif spécifique	Indicateurs	Moyens de Vérification	Risques et hypothèses
Les productions agricoles sylvicoles zootechniques et halieutiques sont augmentées, améliorées et valorisées dans la Province de Kirundo.	<ul style="list-style-type: none"> - Les productions ASZH sont augmentées de 10%. - La transformation et commercialisation maîtrisée des produits agricoles augmente de 10%. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de la DPAAE. - Système d'Alerte Précoce et de Sécurité Alimentaire. - Relevés des taxes communales. 	<ul style="list-style-type: none"> - La stabilité politique et économique encourage la production et la valorisation ASZH. - Le climat est favorable aux production ASZH. - L'impact du VIH/SIDA est limité.

No.	Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Risques et hypothèses
Résultat 1 : Les services de la DPAAE au monde agricole et les synergies entre acteurs sont améliorées				
	Résultat 1.1: La DPAAE est renforcée dans ses fonctions régaliennes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunions régulières des agents de la DPAAE. - Plan de travail annuel de la DPAAE. - Existence d'un système de suivi-évaluation du secteur agricole de la Province. - Adéquation des profils et des fonctions des agents de la DPAAE. - Nombre de cas de maladies détectées. - Nombre de centres semenciers effectivement transférés aux OP. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités de la DPAAE - Programme annuel de travail - Evaluation annuelle des agents - Rapport de la Direction de la promotion des Semences et Plants - Rapports de la Direction générale de l'élevage. - Rapports du service de production végétale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rémunérations de agents de la DPAAE sont attractives et motivantes. - Les agents de la DPAAE formés restent en poste. - La DPAAE accepte les changements. - Les OP collaborent de façon professionnelle avec la DPAAE. - Le Projet Appui et relance de la Filière Semencière au Burundi est fonctionnel.
	Résultat 1.2: La DPAAE est renforcée dans ses fonctions d'appui à l'innovation paysanne	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'innovations techniques testées et adoptées par les paysans. - Nombre de formations des agents. - Nombre de messages de vulgarisation diffusés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des services de vulgarisation. - Posters, flyers et autres documents produits. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rémunérations de agents de la DPAAE sont attractives et motivantes. - Les agents de la DPAAE formés restent en poste. - La DPAAE accepte les changements.
	Résultat 1.3: Des synergies dans le secteur agricole de la Province sont établies	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et périodicité des réunions des acteurs du secteur. - Un plan annuel concerté de développement agricole provincial existe. - Nombre d'activités menées en collaboration. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités de la DPAAE. - Compte-rendu des réunions. - Plan annuel provincial. - Rapports d'activités de la DPAAE. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les autres acteurs du secteur collaborent. - Le rôle des DPAAE comme coordinateur sectoriel dans les Provinces est réaffirmé au niveau national.
	Résultat 1.4: Les expériences locales sont valorisées au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de leçons provinciales valorisées au niveau national. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités de la DPAAE. - Rapport d'activité du MINAGRIE 	<ul style="list-style-type: none"> - Des expériences positives sont menées au niveau de la Province. - Le MINAGRIE est ouvert aux suggestions venant du terrain.

No.	Résultats	Indicateurs	Moyens de Vérification	Risques et hypothèses
Résultat 2 : Les services aux acteurs privés agricoles sont renforcés				

<p>Résultat 2.1: Les OP sont professionnalisées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et type d'OP actives dans la Province. - Nombre de membres dans ces OP. - Chiffre d'affaire des OP appuyées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités de la DPAAE. - Rapport du Département des Coopératives - Dispositif de suivi mis en place par le CAI sur la base de la typologie des OP. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le cadre légal est favorable au développement associatif. - L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques. - Les OP sortent des logiques de captation de l'aide. - Les approches d'appui aux OP des différents intervenants sont cohérentes.
<p>Résultat 2.2 : Les services d'appui aux OP et aux autres acteurs sont développés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et nature des services fournis par le CAI. - Niveau de satisfaction des OP vis à vis du CAI. - Nombre d'OP actives dans le CAI. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'activité du CAI - Enquête de satisfaction 	<ul style="list-style-type: none"> - Le cadre légal est favorable au développement associatif. - L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques. - Les OP comprennent et s'approprient les approches du CAI.
<p>Résultat 2.3. : Le financement du secteur agricole est amélioré</p>	<ul style="list-style-type: none"> - % des paysans parmi les bénéficiaires de services financiers. - % de paysans ayant accès à des services financiers. - Nombre d'outils de financement testés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités des IMF. - Rapports d'activités du CAI. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le cadre légal est favorable au développement des IMF. - L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques. - Les paysans sortent des logiques de captation de l'aide.
<p>Résultat 3 : Les productions ASZH sont sécurisées, développées et valorisées</p>			
<p>Résultat 3.1. : Des filières prioritaires sont renforcées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour la filière lait : nombre d'OP, nombre de paysans, nombre d'infrastructures et quantité de lait commercialisé / transformé. - Pour le poisson : nombre d'OP, nombre de paysans, nombre d'infrastructures et quantité de poisson commercialisé / transformé. - Pour le riz : nombre d'OP, nombre de paysans, nombre d'infrastructures et quantité de riz commercialisé / transformé. - Pour le stockage : Nombre de centre de stockage créés, quantité stockée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités de la DPAAE. - Rapports d'activités du CAI. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'environnement économique est stable et encourage les dynamiques économiques. - Les paysans et les OP sortent des logiques de captation de l'aide. - L'avantage comparatif et la compétitivité de ces filières est maintenu au niveau national et régional.
<p>Résultat 3.2. : La structuration des filières est engagée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réunions de concertation. - Nombre de filières ayant mis en place des structures de concertations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités du CAI. - Compte rendu des réunions de concertation 	<ul style="list-style-type: none"> - Le cadre légal est favorable au développement des plate-formes de concertation / des interprofessions. - Les acteurs collaborent suivant des bases professionnelles.

10.5 Aperçu des marchés publics

N°	Objet du marché	Mode de passation	Budget	Date de confection du DAO	Date d'approbation du DAO	Date de publication du DAO	Date d'ouverture des offres	Analyse des offres	Attribution du marché	Notification du marché	Réception du marché
1	Formation informatique, 3 groupes: avancé, de base et élémentaire (A11.1)	Gré à gré	Financement assuré par la Coopération Belge	Févr. 2010	Févr. 2010	NA	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avr. 2010
2	Formation management 8 chefs de service DPAAE (A11.1)	AO restreint		Mars 2010	Mars 2010	Mai 2010	Juin 2010	Juin 2010	Juil. 2010	Juil. 2010	août 2010
3	Expert d'appui à DPAAE en TDR (A11.1)	AO restreint		Févr. 2010	Févr. 2010	NA	Févr. 2010	Fév. 2010	Fév. 2010	Fév. 2010	Mars 2010
4	Mission établir base de données de Kirundo (A11.2)	AO ouvert		Avr. 2010	Mai 2010	Juin 2010	août 2010	août 2010	Sep. 2010	Sep. 2010	Déc. 2010
5	Formation suivi sanitaire/ épidémiologie élevage 32 pers. (A11.2)	AO restreint internat.		Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avr. 2010	Avr. 2010	Avr. 2010	Avr. 2010	Avr. 2010
6	Formation contrôle de qualité agricole 12 pers. (A11.2)	AO restreint internat.		Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avr. 2010	Avr. 2010	Avr. 2010	Avr. 2010	Avr. 2010
7	Formation vulgarisation RAD, 218 cadres, agents et moniteurs (A12.1&2)	Gré à gré		Mars 2010	Mars 2010		août 2010	août 2010	Sep. 2010	Sep. 2010	Oct. 2010
8	Formation VIH/SIDA 240 pers. (A12.2)	AO restreint		Mars 2010	Mars 2010	Mai 2010	Juin 2010	Juin 2010	Juil. 2010	Juil. 2010	août 2010
9	Renforcement des capacités sur la filière lait (deux formations) (A31.2)	cotation		Févr. 2010	Fév. 2010	Fév. 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avril-Mai
10	Construction de 15 débarcadères et 3 aires de séchage/fumage (A31.3)	Ouvert		Juin 2010	Juin 2010	Juin 2010	Juil. 2010	Juil. 2010	août 2010	Sep. 2010	Nov. 2010
11	Renforcement des capacités sur la filière pêche (deux formations) (A31.3)	cotation		Févr. 2010	Fév. 2010	Fév. 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avril-Mai
12	Renforcement des capacités sur la filière riz (deux formations) (A31.4)	cotation		Févr. 2010	Fév. 2010	Fév. 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avril-Mai
13	Construction de 6 hangars de stockage du riz et 6 aires de séchage (A31.4)	Ouvert		Juin 2010	Juin 2010	Juin 2010	Juil. 2010	Juil. 2010	août 2010	Sept. 2010	Nov. 2010
14	Fourniture de 3 unités de décorticage (A31.4)	Ouvert nat. et internat.		Juin 2010	Juin 2010	Juin 2010	Juil. 2010	Juil. 2010	août 2010	Sept. 2010	Nov. 2010
15	Étude d'amélioration de la pisciculture dans la province de kirundo (A31.5)	Cotation		29.01	Fév. 2010	03.02	09.02	16.02	23.02	26.02	26.03
16	Renforcement des capacités à l'endroit des pisciculteurs (A31.5)	Cotation		Avr. 2010	Avr. 2010	Avr. 2010	Mai 2010	Mai 2010	Mai 2010	Juin 2010	août 2010
17	Construction 5 hangars de stockage mixte (A31.6)	Ouvert		Juin 2010	Juin 2010	Juin 2010	Juil. 2010	Juil. 2010	août 2010	Sept. 2010	Nov. 2010
18	Mission goulots d'étranglement filières (A22.3, A31.1, A31.2, A31.5, A31.7)	AO restreint internat.		Janv. 2010	Janv. 2010	Févr. 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Juin 2010
19	Construction des magasins pour servir des points de vente d'intrants dans les 7 chefs lieu communes (A31.6)	Ouvert		08.03	Au plus 15 jours	22.03	22.03	19.04	23.04	21.05	21.09
20	Renforcement des capacités sur l'apiculture (deux formations) (A31.7)	cotation		Févr. 2010	Fév. 2010	Fév. 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avril-Mai
21	Renforcement des capacités sur la culture de pomme de terre (deux formations) (A31.7)	Cotation		Févr. 2010	Fév. 2010	Fév. 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Mars 2010	Avril-Mai
22	Achat des semences et autres intrants pour la saison culturale B 2010 (A31.7)	Cotation		29.01	Fév. 2010	02.02					Fév. 2010